



La reprise de l'économie francilienne se confirme en 2006

Début 2006, la France profite d'un environnement international porteur et affiche une croissance économique plus robuste. En Ile-de-France, l'ensemble des secteurs prévoit une activité soutenue, malgré des difficultés de recrutement attendues, notamment dans la construction. Les créations d'emplois sont plus nombreuses et l'Ile-de-France a retrouvé un taux de chômage nettement inférieur à celui de la province.

Nathalie GUILLON DESHAYES, Insee Ile-de-France
Bernard SIMONIN, DRTEFP Ile-de-France
Sophie DELVAL, ANPE - DR Ile-de-France
Frédéric SAVALLE, GARP

L'activité économique internationale a été très dynamique au premier trimestre 2006, tant aux Etats-Unis, qu'en Asie, et même en zone euro. Ce dynamisme a généré une accélération des échanges mondiaux en début d'année, et ces flux d'échanges mondiaux devraient rester très élevés en raison de la poursuite de l'expansion mondiale. Dans ce contexte, la poursuite de la croissance des prix du pétrole a favorisé l'augmentation de l'inflation. Les banques centrales ont donc été amenées à relever leurs taux d'intérêt. Ce resserrement monétaire pourrait limiter la croissance de la zone euro autour de son niveau de longue période.

L'économie française se redresse

Depuis l'été 2005, la situation économique de la France s'améliore. Cette tendance s'est confirmée au premier trimestre 2006, avec une croissance de 0,5 %. Le principal moteur de cette croissance reste la consommation des ménages, entraînée par la meilleure orientation

du pouvoir d'achat et la baisse du taux de chômage. Cette dernière provient à la fois de l'augmentation moins rapide de la population active et des créations d'emplois plus nombreuses. En 2006, 196 000 emplois salariés devraient être créés. Le taux de chômage s'établirait alors autour de 9 % en fin d'année.

Le commerce extérieur a également contribué positivement à la croissance, la vigueur des exportations, notamment vers l'Allemagne, ayant plus que compensé les importations toujours élevées. Cependant, la production industrielle française n'a que partiellement bénéficié de ce rebond, l'industrie automobile et des biens intermédiaires voyant toujours leurs parts de marchés s'effriter.

Au total, la croissance 2006 devrait s'établir à 2 %.

En Ile-de-France, la situation s'améliore également. L'activité est bien orientée dans la plupart des secteurs, les créations d'emplois progressent (+ 30 000 postes au premier trimestre dans le secteur

concurrentiel) et le taux de chômage continue à diminuer (- 1 point en un an).

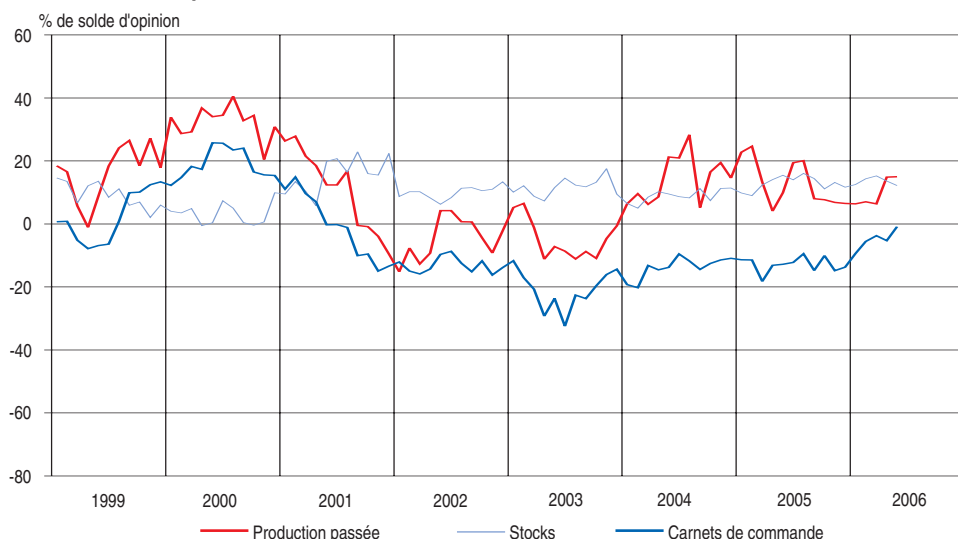
L'activité industrielle bien orientée

Depuis le début 2006, les chefs d'entreprise de l'industrie francilienne ont une opinion favorable sur leur activité

Autres contributeurs du diagnostic conjoncturel

ARD : Fouad Belmana
Banque de France : Béatrice Brousse
CERC Ile-de-France : Hervé Vibert
CRT : Sandrine Chausson
Crocis-CCIP : Isabelle Savelli
DGDDI DR PARIS : Sonia Delaunay
DGDDI Ile-de-France : Sophie Benoit
DREIF : Jérémy Comet
DRIRE Ile-de-France : Anne-Marie Poinot
GIM : Isabelle Chaptal
OFEM : Patrice Avakian
OREF Ile-de-France : Nathalie Roy
PRIF : Christophe Centonze
RGF : Marie-Cécile Bachelier

① Production passée, carnets de commande et stocks dans l'industrie en Ile-de-France



passée et à venir, malgré la légère pause du mois d'avril ①. Les carnets de commande sont bien orientés. Toutes les branches bénéficient de cette reprise d'activité, à l'exception de l'industrie automobile pour laquelle les prévisions sont plus prudentes. L'augmentation des prix des matières premières, notamment des métaux, se répercute difficilement sur les prix de vente ; l'ajustement s'opère au détriment des marges.

Des prévisions optimistes dans les services marchands

L'activité dans les services marchands est bien orientée, la demande est soutenue dans la quasi-totalité des marchés. En particulier, l'ingénierie informatique, l'ingénierie technique et le conseil pour les affaires et la gestion, secteurs prépondérants en Ile-de-France, ont vu leur activité nettement progresser. Malgré des difficultés de recrutement de personnel qualifié, les prévisions pour les prochains mois sont optimistes.

Dans le commerce de gros, la conjoncture est moins dynamique, et le volume des ventes se dégrade depuis le début de l'année. Cependant, les carnets de commande se renforcent légèrement.

Dans le commerce de détail, les ventes sont restées stables en début d'année, mais les perspectives s'améliorent progressivement.

Un début de saison touristique satisfaisant

Depuis le début 2006, l'activité touristique est jugée « bonne » ou « moyenne » (en janvier et février, mois traditionnellement peu favorables au secteur) par les

professionnels. En mai, deux tiers d'entre eux considèrent leur activité « bonne ». L'évolution de la fréquentation des principaux sites culturels est très variable (de -4 %, sur les quatre premiers mois de l'année par rapport aux mêmes mois de 2005, pour l'Arc de Triomphe à +7 % pour le château de Vincennes) et très liée à la mise en place d'événements ou d'expositions temporaires.

La bonne tenue de l'activité touristique se retrouve dans la fréquentation des hôtels, dont les taux d'occupation depuis le début de l'année sont supérieurs à ceux de 2005 ②. Le léger repli du mois de mars s'explique par un effet de calendrier et est compensé en avril. Ainsi, le taux d'occupation des hôtels est de 75,3 % en avril 2006, contre 68,5 % en avril 2005. Toutes les catégories d'hôtels ont bénéficié de cette reprise, et plus particulièrement les deux, trois et quatre étoiles qui avaient

enregistré des taux d'occupation particulièrement bas en avril 2005.

Parallèlement, le trafic aérien international a fortement progressé sur les quatre premiers mois de l'année (+6,6 %).

Des difficultés d'embauche pourraient ralentir l'activité de la construction

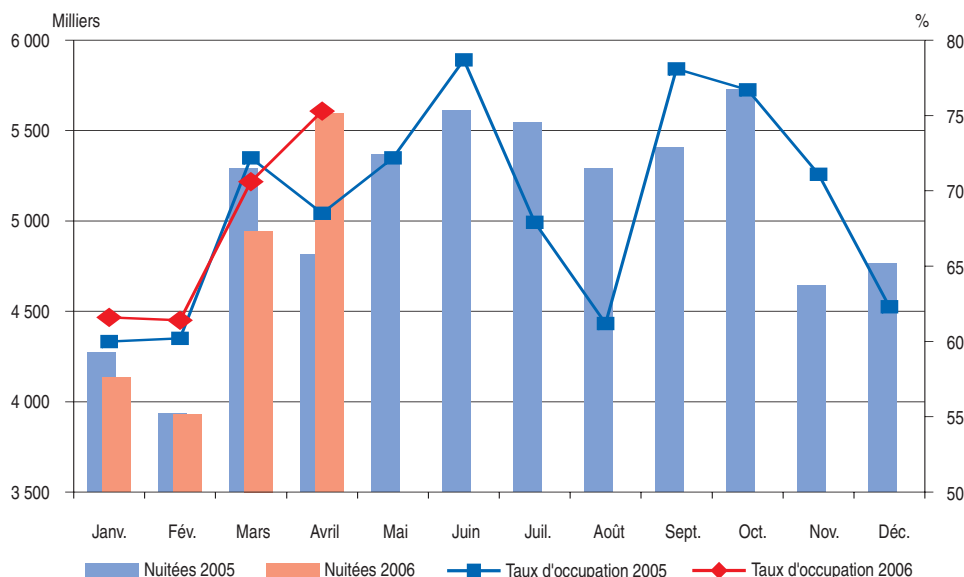
Après une bonne année 2005 pour la construction (+2 % de croissance du chiffre d'affaires en volume), les indicateurs restent bien orientés début 2006. Les autorisations de construire de logements continuent à progresser. Les carnets de commande des entrepreneurs sont bien garnis pour les prochains mois. Néanmoins, ces signaux positifs pourraient ne pas se répercuter intégralement sur l'activité, en raison des difficultés de recrutement du secteur. Le recours à l'intérim a augmenté, mais ne couvre pas les besoins en main-d'œuvre nécessaire pour réaliser dans l'année tous les chantiers potentiels. Ces tensions sur le marché du travail pourraient provoquer un étalement de l'activité sur plusieurs années.

En 2006, d'importants travaux routiers et un taux de réalisation du contrat de plan fort sur l'année devraient permettre de soutenir l'activité dans les travaux publics.

Un nombre de créations d'entreprises toujours élevé

Depuis début 2004 le volume de créations d'entreprises fluctue à un niveau important, autour de 18 000 par trimestre. 18 200 entreprises nouvelles ont été

② Evolution de la fréquentation hôtelière



créées, au cours du 1^{er} trimestre 2006, soit 0,8 % de plus qu'au trimestre précédent. C'est dans les services aux entreprises, secteur où les créations d'entreprises sont les plus nombreuses, que celles-ci ont le plus progressé (+ 6,5 %).

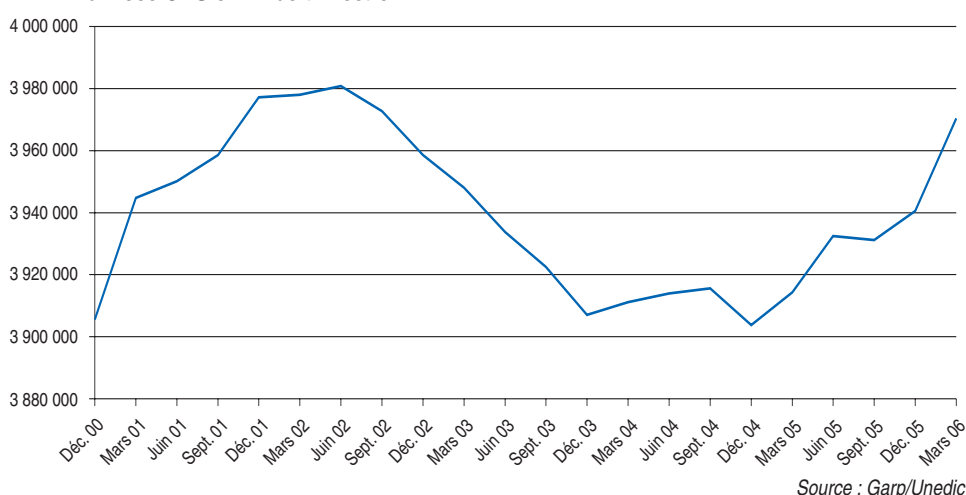
Ce mouvement de naissance de nombreuses entreprises s'est accompagné d'une diminution du nombre des faillites (- 4,6 % sur une année glissante au premier trimestre 2006). Seules, les entreprises de services aux particuliers ont rencontré plus de difficultés sur cette période.

Hausse de l'emploi salarié au 1^{er} trimestre 2006

L'Ile-de-France a bénéficié d'une nette reprise de l'emploi au premier trimestre 2006 d'après les estimations de l'Unedic. Avec 3,97 millions de salariés, l'emploi dans le secteur privé non agricole progresse de 30 000 en un trimestre (+ 0,8 %), soit l'augmentation la plus forte depuis celle du 1^{er} trimestre 2001. Cette croissance est particulièrement élevée en comparaison des deux trimestres précédents : la hausse n'avait été que de 0,2 % au cours du second semestre 2005.

Le niveau des effectifs dans l'industrie augmente (+ 0,6 %), après cinq ans de baisse ininterrompue. Ce résultat doit toutefois être relativisé, car il peut s'expliquer par des transferts conséquents de salariés entre les divers établissements d'une même entreprise classés dans des secteurs différents. Les effectifs dans la construction poursuivent leur progression (+ 0,7 %), après une année 2005 déjà favorable (+ 2,0 %). Le tertiaire bénéficie d'une hausse de l'emploi

Estimations trimestrielles de l'emploi salarié dans le secteur privé non agricole Données CVS en fin de trimestre



(+ 0,8 %) plus sensible qu'au cours des trimestres précédents.

Une croissance concentrée sur Paris et la petite couronne

En un an, l'emploi salarié dans le secteur privé non agricole s'accroît de + 1,4 % en Ile-de-France, contre + 0,9 % pour l'ensemble du territoire national. Ce bon résultat fait suite à une période de cinq années durant lesquelles les évolutions de l'emploi en Ile-de-France sont apparues moins favorables que dans la plupart des autres régions de France métropolitaine. Il est principalement dû au dynamisme du tertiaire (+ 56 000 emplois en un an). Au sein de ces activités, les deux secteurs du conseil et assistance et des services opérationnels sont à l'origine de plus de la moitié des emplois nets créés.

Contrairement aux tendances passées, la reprise de l'emploi salarié ne bénéficie pas principalement aux départements de la grande couronne francilienne : l'augmentation des effectifs sur un an y est

nettement inférieure à la moyenne régionale (+ 0,6 %). Par contre, la croissance est forte à Paris (+ 1,8 %) et dans les départements de la petite couronne (+ 1,9 %). Seul, le département du Val-de-Marne fait exception, avec des effectifs en baisse (- 0,9 %).

Des mouvements sur le marché du travail un peu moins nombreux

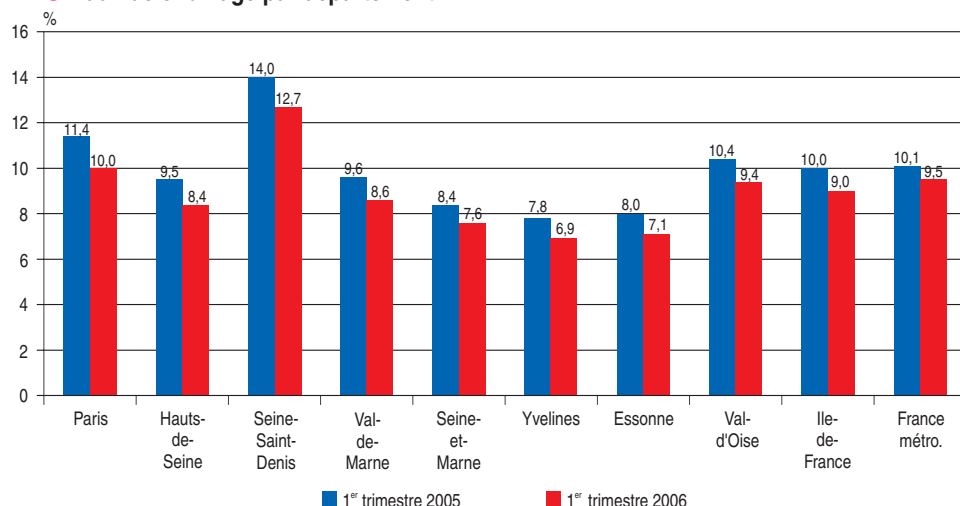
L'augmentation du recours à l'intérim observée depuis un peu plus d'un an s'est poursuivie au dernier trimestre 2005, avec un nombre de missions en hausse de 9,4 % par rapport au dernier trimestre de 2004. Cette croissance est principalement due à un recours à l'intérim plus fréquent dans quatre secteurs d'activité : les services opérationnels, le commerce de gros, les transports et l'industrie automobile.

Toutefois, les entrées à l'ANPE, très nombreuses depuis 2003, ont eu tendance à se ralentir depuis la fin de l'année 2005. Sur les cinq premiers mois de cette année, les inscriptions à l'ANPE sont en baisse de 3 % par rapport à la même période de l'an passé. Les entrées à l'ANPE à la suite d'un licenciement ou d'une fin de contrat à durée déterminée sont en recul. En revanche, les inscriptions consécutives à une reprise d'activité continuent à progresser. Les premières entrées, quant à elles, diminuent légèrement.

Des offres d'emploi durables plus fréquentes déposées à l'ANPE

Le nombre des offres d'emploi enregistrées par l'ANPE a atteint au premier trimestre 2006 un niveau inégalé au cours de ces dernières années. Toutefois, en

Taux de chômage par département



avril et en mai, les entreprises franciliennes ont confié à l'ANPE moins d'offres d'emploi qu'un an auparavant. Cette diminution rompt avec le mouvement continu de hausse qui s'était poursuivi sans relâche depuis début 2004.

Le ralentissement se focalise sur les contrats de courte durée : CDD de trois mois ou moins. Les offres d'emploi pour ce type de contrat ont diminué de 14 % depuis le début de l'année et de 21 % en avril-mai. Les principaux secteurs à l'origine de cette baisse sont les services aux entreprises et les activités récréatives et culturelles.

En revanche, la hausse des offres d'emploi durable (CDI ou CDD de plus de 6 mois) se poursuit. Près de 168 000 offres ont été proposées entre janvier et mai 2006, soit + 14 % de plus que sur les cinq premiers mois de 2005. Le recours accru aux contrats durables a été particulièrement sensible dans les services aux entreprises, la construction et le commerce de gros.

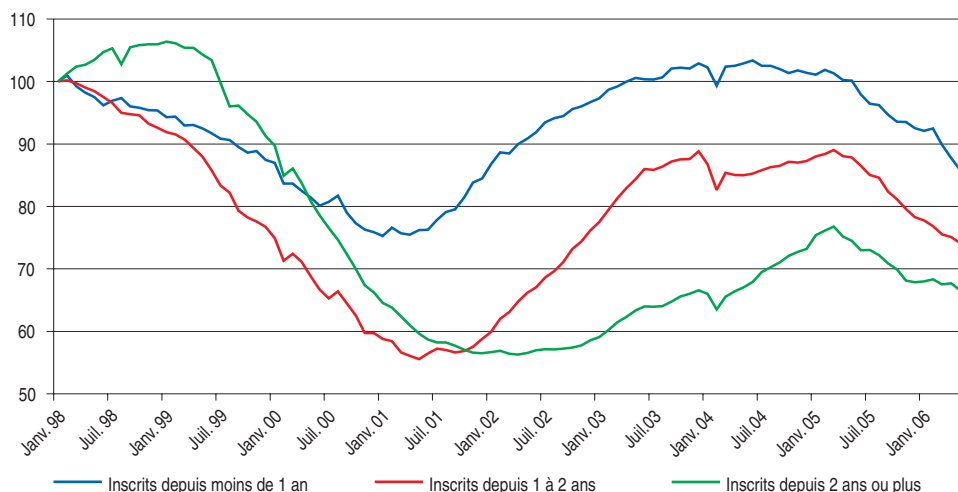
L'essor des contrats aidés dans le cadre du Plan de cohésion sociale contribue à cette hausse des offres d'emploi durable. S'y ajoute le développement des contrats nouvelles embauches (CNE). On observe cependant une diminution du nombre de CNE déposés à l'ANPE depuis avril. Hors contrats aidés et CNE, les offres d'emploi durable ont progressé de 3,2 % depuis le début de l'année.

La baisse du chômage se poursuit

L'Ile-de-France est, avec Languedoc-Roussillon, la région qui a connu la baisse la plus forte de son taux de chômage entre fin mars 2005 et fin mars 2006 (- 1,0 point contre - 0,6 point en moyenne nationale). Avec un taux de 9,0 %, la région revient à son niveau de juin 2002 et connaît, à nouveau, une situation nettement plus favorable que la province ④.

Depuis le début de l'année, le nombre des demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE en catégorie 1¹ a diminué de

⑤ Evolution du nombre de demandeurs d'emploi selon l'ancienneté de l'inscription Base 100 en janvier 1998



Champ : demandeurs d'emploi de catégorie 1 (CVS) en fin de mois.

Sources : ANPE et Dares

6,1 % en données corrigées des variations saisonnières. La baisse atteint 15,3 % par rapport à fin mars 2005. Depuis quelques mois, l'amélioration est également sensible pour les demandeurs d'emploi à la recherche d'un emploi à temps partiel ou d'un emploi de courte durée (catégories 2 et 3 de l'ANPE) ⑤. Au total, la situation de l'emploi plus favorable semble bénéficier aujourd'hui à toutes les catégories de demandeurs d'emploi, à l'exception des chômeurs de très longue durée, inscrits depuis au moins trois ans à l'ANPE.

Depuis mi-2002, la structure de la demande d'emploi a subi d'importants

changements. Malgré les très fortes hausses du chômage observées fin 2002 et en 2003, la demande d'emploi des cadres et professions intermédiaires est revenue à un niveau légèrement inférieur à celui d'il y a quatre ans : le nombre des ouvriers inscrits à l'ANPE, qu'ils soient qualifiés ou non, est en baisse sensible (- 29 %) ; à l'inverse, le nombre des personnes à la recherche d'un poste d'employé reste élevé (+ 12 %).

Rédaction achevée le 4 juillet 2006

¹ Demandeurs d'emploi immédiatement disponibles à la recherche d'un emploi à temps plein et à durée indéterminée, n'ayant pas travaillé plus de 78 heures dans le mois.

Pour en savoir plus :

- « Note de conjoncture », *Insee Conjoncture*, juin 2006.
- « L'activité intérimaire en 2005 », *Bref Ile-de-France* n° 25, DRTEFP Ile-de-France, juin 2006.
- « Les recrutements confiés à l'ANPE en mai 2006 », *Marché du travail en Ile-de-France*, Direction régionale de l'ANPE, juin 2006.
- « Regards sur...l'année économique et sociale 2005 », *Insee Ile-de-France*, juin 2006, disponible sur internet.
- « Les tensions sur le marché du travail et dans le secteur de la construction », *Bref Ile-de-France* n° 24, DRTEFP Ile-de-France, mai 2006.
- « Besoins en main-d'œuvre – Synthèse Ile-de-France pour 2006 », Garp-Assedic, avril 2006.